Soutenir efficacement la lutte de libération de l'Ukraine, tel le Réseau de soutien écossais, exige de se libérer du pacifisme à la québécoise

Les victoires populaires internationalistes dans la sphère des guerres impérialistes sont trop rares pour ne pas les souligner. Il peut s'agir de résilience et d'endurance ce qui est déjà énorme surtout en Palestine mais aussi en Ukraine. La résistance populaire internationaliste au génocide facho-sioniste est plus limitée aux ÉU et au Canada mais plus massive dans maints pays européens où elle a atteint en Italie un quasi niveau de brève grève générale. Malgré les répressions dans maints pays et pas seulement par des gouvernements dictatoriaux mais aussi par plusieurs gouvernements dit démocratiques en particulier en Europe occidentale « [c]es deux dernières années, 47 981 rassemblements pro-palestiniens ont eu lieu dans 137 pays différents. »

Cette résistance palestinienne et ces manifestations, combinées aux contradictions entre Israël et les ÉU, ces derniers voulant maintenir et surtout élargir leur alliance entre Israël et les dictatures des pays arabes pour dominer le Moyen-Orient, ont certainement joué un rôle dans le cessez-le-feu bâtard imposé par Trump au gouvernement israélien. Cependant, ce cessez-le-feu se traduit par la continuation du génocide mais à basse intensité tout comme c'est le cas en Cisjordanie. Sans compter qu'il écarte toute organisation palestinienne du soidisant plan de paix. Il permer aussi et excuse d'avance Israël pour tout inévitable blocage et possible reprise de son génocide tous azimuts.

D'un génocide flagrant à un autre génocide en devenir qui est aussi à dénoncer

L'invasion de l'Ukraine par le fascisant impérialisme russe donne aussi lieu, au-delà de crimes contre l'humanité auxquels la Cour pénale internationale a accusé plusieurs dirigeant-e-s dont Poutine, à une dérive génocidaire. Cette dérive prend la forme de bombardements croissants contre les civils et les infrastructures dont celles énergétiques, de tortures des prisonniers, d'emprisonnement de résidents ukrainiens en territoires occupés affirmant leur identité ukrainienne et de la russification de ces territoires dont celles d'enfants envoyés en Russie.

Il est très dommageable pour la gauche et humainement révoltant de constater le campisme de ceux et celles qui confondent anti-impérialisme et anti-américanisme

et de celles et ceux qui par pacifisme refusent le droit aux peuples, dont celui ukrainien, de résister par les armes et, par le fait même, de leur droit de s'en procurer après des pays qui en ont. Il est outrageant de soutenir la propagande russe justifiant son invasion comme une guerre anti-fasciste alors que l'Ukraine est moins pénétrée par l'extrême-droite que ne le sont les grands pays de l'Union européenne. D'autant plus que le régime poutinien est une référence pour maintes organisations fascisantes.

Du pacifisme à une politique de gauche pour la lutte armée anti-impérialiste

La guerre ukrainienne, et dans une moindre mesure la guerre civile birmane, en forçant un débat à propos du soutien armé a obligé la gauche anticapitaliste à réviser son pacifisme par défaut qui l'avait subrepticement pénétré depuis l'échec ou le cul-de-sac des luttes armées latino-américaines inspirées du guévarisme. Il y a une réflexion à faire à propos d'une alternative de sécurité collective pour remplacer l'OTAN tout en comprenant que les pays d'Europe de l'Est n'ont pas d'autre choix que d'y adhérer entretemps.

Rejeter le pacifisme ne signifie nullement soutenir l'actuel surgissement des dépenses militaires par suivisme trumpiste et sous prétexte d'un danger russe alors que le PIB de ce pays est dans l'ordre de grandeur de celui du Canada et qu'il s'enlise dans la guerre contre la faible Ukraine. La politique militaire de gauche passe certes par la déconnexion d'avec la machine de guerre étatsunienne en faveur d'une production d'armements défensifs libérés par la nationalisation de la peste des profiteurs de guerre et par la coopération des pays qui cherchent à se distancer des grandes puissances.

Pour ce qui est du danger russe, ce qui obnubile les pro-ÉU, la meilleure façon de le contrer est de soutenir à fond de train l'Ukraine par tous les moyens dont toutes les armes qu'il lui faut. C'est ce que ne font ni l'Europe ni le Canada ni certainement les ÉU, même du temps de Biden, et de plus en plus seulement si ça rapporte au complexe militaro-industriel. Cette politique ne nécessiste pas de hausser les dépenses militaires mais plutôt d'utiliser des stocks existants, quitte à les regarnir au besoin, et surtout de rediriger les exportations actuellement vers Israël, l'Arabie saoudite et tutti quanti vers l'Ukraine (et la résistance birmane) quitte à subventionner l'industrie militaire ukrainienne. Une fois l'impérialisme russe vaincu en Ukraine non seulement il ne sera plus un danger mais il risque de connaître un

mouvement de masse anti-poutinien, tellement ce régime est devenu économiquement militaro-pétrolier.

À ne pas oublier la lutte économique pour asphyxier la machine de guerre russe

Il faut certes un appui conséquent à la lutte armée du peuple et du gouvernement ukrainiens. Ce gouvernement étant cependant néolibéral jusqu'aux oreilles et passablement corrompu, l'appui populaire nécessite un parti-pris pour les organisations populaires y compris leur soutien direct en matériel de guerre. Il y a toutefoi danger de s'y limiter. C'est l'erreur que ne fait pas le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine. Ce réseau prévilégie le soutien direct d'organisation populaire à organisation populaire, surtout entre syndicats et groupes féministes y compris des visites réciproques. Ce travail d'information et d'analyse est complété par l'envoi de soutien monétaire et de matériel de toute nature, incluant celui militaire, telle une ambulance pour le front pour laquelle souscrit une organisation canadienne anglaise. À ce niveau, les organisations populaires québécoises dont les syndicats sont aux abonnés absents quand elles ne sombrent pas dans le plus plat pacifisme comme le fait la Coalition Échec à la guerre.

N'est pas à oublier la lutte économique. Est à réclamer l'exigence de l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine et de la saisie à son profit des fonds russes gelés au sujet desquels circule une pétition en Belgique où ces fonds sont majoritairement gardés. À contrario est à dénoncer de presser l'Ukraine comme un citron en profitant de son endettement pour la guerre. Est à s'indigner de la mainmise sur ses ressources naturelles sans compter le léchage de babines anticipant les investissements pour la reconstruction. En tête de liste vient le renforcement des sanctions économiques pour étouffer l'effort de guerre de la Russie. Cet effort est au cœur de l'économie russe qui se maintient mais qui commence à stagner tout en enregistrant une inflation relativement importante.

Un exemple à souligner et à imiter à cet égard est « la victoire considérable pour une campagne internationale menée par des organisations de base, notamment des organisations ukrainiennes telles que Razom We Stand et United Action, des organisations écossaises telles que Ukraine Solidarity Campaign Scotland et Climate Camp Scotland, des associations d'étudiants ukrainiens dans les universités écossaises et des syndicalistes de base en Ukraine et en Écosse ». Leur campagne à forcer le gouvernement britannique à interdire à une importante

entreprise maritime écossaise « le transport maritime de gaz naturel liquéfié russe vers les ports européens et du monde entier » (voir le communiqué de presse en annexe ci-bas de cette coalition).

Marc Bonhomme, 16 novembre 2025,

www.marcbonhomme.com; bonmarc1@gmail.com

Annexe



Le gouvernement britannique a finalement annoncé qu'il interdirait aux entreprises britanniques de participer au transport maritime de gaz naturel liquéfié (GNL) russe.

Un porte-parole de la coalition Stop Seapeak a déclaré :

« Le gouvernement britannique a trop longtemps permis à des entreprises britanniques telles que Seapeak, basée à Glasgow, de générer des milliards de dollars par an pour la machine de guerre de Poutine grâce à leur rôle dans le transport maritime de gaz naturel liquéfié russe vers les ports européens et du monde entier.

- « Nous sommes ravis, au-delà des mots, de l'annonce selon laquelle le Royaume-Uni va enfin fermer le robinet et tarir cette importante source de revenus pour le régime russe.
- « Il s'agit d'une victoire considérable pour une campagne internationale menée par des organisations de base, notamment des organisations ukrainiennes telles que Razom We Stand et United Action, des organisations écossaises telles que Ukraine Solidarity Campaign Scotland et Climate Camp Scotland, des associations d'étudiants ukrainiens dans les universités écossaises et des syndicalistes de base en Ukraine et en Écosse.
- « Nous sommes reconnaissants à tous ceux qui, au cours des deux dernières années, ont soutenu nos manifestations devant le siège de Seapeak à Glasgow et nos pétitions adressées aux parlements britannique et écossais.
- « Ce triomphe de la solidarité internationale montre à quel point les gouvernements européens peuvent et doivent faire davantage pour soutenir l'Ukraine à l'approche du quatrième anniversaire de l'invasion totale de la Russie.
- « Nous devons maintenant voir l'engagement du gouvernement britannique se concrétiser le plus rapidement possible.
- « Trop de personnes mourront et trop de villages et de villes seront occupés par la Russie d'ici à ce que le gouvernement britannique mette pleinement en œuvre cette interdiction, dans plus d'un an.
- « Nous continuerons à faire pression sur le gouvernement britannique afin qu'il soutienne davantage l'Ukraine dans sa résistance au fascisme russe. Nous invitons nos sympathisants à participer à notre webinaire le 25 novembre afin de discuter de la manière dont nous pouvons tirer parti de l'élan donné par l'étape importante franchie cette semaine. »